



Working Paper 15

L'explosion du soutien scolaire privé Chance ou défi pour l'enseignement formel? Claire de Lavernette

Resumen

Si las instituciones públicas de primaria y secundaria absorben importantes recursos y juegan un papel de importancia capital social y económica, ¿qué pasa con los sistemas de clases particulares complementarias, menos conocidos, pero que no por ello tienen menos implicaciones sociales y económicas?

A esta pregunta responde el libro de Mark Bray, sobre el tema del "sistema de educación en la sombra" que, desde su primer libro publicado en 1999, hace hincapié en la necesidad de más estudios sobre este tema. Este libro es el fruto de su investigación, diseñado inicialmente para los planificadores económicos y políticos. Sin embargo, la importancia del tema es tal que debe interesar a un público más amplio.

De hecho, las clases particulares, que ha existido desde hace tiempo en algunas zonas de Asia Oriental, se han desarrollado en los últimos años en otras partes de Asia y África, América del Norte y Europa convirtiéndose en un fenómeno universal.

Si les institutions publiques d'enseignement primaire et secondaire absorbent des ressources considérables et jouent un rôle social et économique majeur, qu'en est-il des systèmes de soutien scolaire privé complémentaire, qui retiennent beaucoup moins l'attention, mais qui n'en ont pas moins des implications sociales et économiques importantes ?

Cette question est au coeur du nouvel ouvrage de Marc Bray¹ sur le thème de l'ombre du système éducatif qui, depuis son premier livre paru en 1999, met l'accent sur la nécessité d'approfondir les études sur la question. Ce livre est le fruit de ses recherches, destinées dans un premier temps aux planificateurs de l'économie et aux décideurs. Mais l'évolution du contexte est telle qu'il devrait intéresser un large public !

En effet, à l'heure où la plupart des systèmes éducatifs sont étudiés, comparés et souvent remis en cause, l'urgence d'une telle étude se justifie d'autant plus que le soutien scolaire privé, qui existe depuis longtemps dans certaines régions d'Asie de l'Est, devient prééminent dans d'autres parties de l'Asie ainsi qu'en Afrique, en Amérique du Nord et en Europe. Et il faut bien reconnaître que cet enseignement tend de plus en plus à dominer la vie des élèves et de leurs familles.

¹ L'ombre du système éducatif, UNESCO, 2011. Cf Pech, M-E. A quelques jours de la rentrée scolaire, les "petits cours" font le plein, Le Figaro, 24 août 2011, Lettre d'information de l'IPE, n° 3, septembre-décembre 2010, Emission "Corée du Sud, les forçats de l'école, France 2, 6 octobre 2011

De quoi s'agit-il exactement ?

Les élèves reçoivent un enseignement gratuit pendant la journée et, à la fin de celle-ci et/ou pendant les week-ends et les vacances, paient des cours supplémentaires sur les mêmes matières qu'ils étudient en classe.

Le soutien scolaire privé présente des aspects positifs car il aide les élèves à terminer le programme ; les cours particuliers aident les élèves à apprendre et, ce faisant, développe leur capital humain, lequel peut à son tour contribuer au développement économique. C'est également une source de revenus qui améliore les finances des tuteurs.

Toutefois, cet enseignement peut aussi avoir ses côtés négatifs s'il est soumis aux lois du marché. Il est alors susceptible de maintenir ou d'aggraver les inégalités sociales et d'intensifier la pression sur de jeunes élèves qui n'ont pas assez de temps à consacrer à leurs activités périscolaires. Les problèmes apparaissent surtout lorsque les maîtres sont payés par des élèves dont ils sont déjà responsables dans le cadre de leur travail quotidien.

Pourquoi cette métaphore de « l'ombre », employée par l'auteur ?

Premièrement parce que le soutien scolaire privé n'existe que parce qu'il y a un système éducatif ; deuxièmement, à mesure que la dimension et la forme du système éducatif évoluent, celles du soutien scolaire évoluent aussi. Ainsi cette ombre du système éducatif peut donner des informations sur les changements sociaux. Une autre raison est que dans la plupart des sociétés, l'attention se porte beaucoup plus sur le système éducatif en tant que tel que sur son ombre...

Or à la différence d'autres ombres, le soutien scolaire complémentaire n'est pas une entité passive car il peut, comme on vient de le voir, avoir des effets positifs mais aussi exercer une influence négative jusque sur l'organisme qu'il imite.

Structure de l'ouvrage

Si le phénomène du soutien scolaire privé a des implications politiques majeures, il faut alors commencer par en *décrire l'ampleur et la forme*. **La première partie** évoque les pratiques dans différents pays et régions du monde et souligne les différences selon les niveaux d'éducation. Elle note également la diversité des types de soutien. Les cours peuvent être donnés à un seul élève en tête-à-tête ou à tout un amphithéâtre ; ils peuvent aussi être dispensés en présentiel, par correspondance, par téléphone ou par Internet. Ils varient généralement en intensité selon les saisons et concernent davantage la vie quotidienne des garçons que celles des filles.

Après avoir décrit le phénomène, l'auteur s'intéresse à ses *implications économiques, sociales et éducatives*. Le soutien scolaire peut avoir un effet bénéfique

dans chacun de ces domaines, mais il peut aussi, selon sa nature et son échelle, être problématique. Les cours de soutien encouragés par les politiques gouvernementales pour les élèves en difficulté sont très différents de ceux qui subissent les lois du marché et qui visent essentiellement les bons élèves. De même, le soutien fourni de façon informelle par des étudiants est très différent de celui assuré par des professionnels engagés par des entreprises commerciales. D'autre part, la culture des sociétés concernées joue un rôle important.

La complexité du sujet apparaît ensuite très clairement avec l'examen d'expériences nationales spécifiques. L'auteur propose en effet *trois études de cas concernant respectivement la République de Corée, l'Île Maurice et la France*.

Une deuxième partie qui comprend trois chapitres identifie ensuite les éventuelles réponses que les gouvernements peuvent proposer pour encourager une approche proactive des autorités publiques : ceci pour les aider à déterminer les types de soutien scolaire souhaitables et à mettre en place les politiques appropriées pour encadrer les plus problématiques d'entre eux.

Echelle, intensité et forme

Tout d'abord, il n'est guère facile d'obtenir des données précises sur l'ampleur et la forme du soutien scolaire privé, du fait que les principaux acteurs, à savoir les professeurs, les élèves et leurs parents ne souhaitent pas attirer l'attention sur leurs activités de soutien en dehors de l'école. Mais une chose est sûre : le soutien scolaire est pratiqué dans de nombreuses parties du monde, aussi bien dans des pays à faibles revenus comme le Cambodge et le Kenya que dans des pays à revenus élevés comme le Canada et le Japon. Il est plus souvent présent en zone urbaine qu'en zone rurale et, dans certaines cultures, concerne davantage les garçons que les filles.

On peut ainsi classer les tendances en matière de soutien scolaire : *dans les sociétés de l'Asie de l'Est* telles que le Japon, Hong Kong, la République de Corée et Taiwan, le soutien scolaire représente depuis longtemps une activité dynamique, profondément ancrée dans la culture (traditions confucéennes qui insistent sur l'indication et le zèle). Il est essentiellement destiné aux bons élèves.

Dans les pays de l'ex-Union soviétique et en Europe orientale, il est resté d'ampleur modeste jusqu'au début des années 1990. Il s'est considérablement développé quand les économies se sont effondrées et que les enseignants ont été obligés de donner des cours particuliers pour compléter leurs revenus. Il concerne les élèves de tous les niveaux.

En Europe occidentale, en Amérique du Nord et en Australasie, il reste un phénomène modeste par rapport à ce qui se passe en Asie et en Europe orientale. Mais il s'est beaucoup développé et est devenu plus visible depuis que les écoles

de soutien ont été mises en concurrence. Certains gouvernements encouragent même le soutien scolaire pour aider les élèves en difficulté.

En Afrique, où les systèmes éducatifs sont dépourvus souvent de régime de responsabilité et de supervision, le soutien commence à prendre de l'importance et à faire partie, comme en Asie, de la vie quotidienne, notamment en zone urbaine. Il permet aux enseignants de compléter des revenus insuffisants.

Enfin, *en Amérique latine*, le soutien scolaire est pour l'instant d'ampleur modeste sauf au niveau du cycle supérieur du secondaire. C'est peut-être justement le bon moment d'agir pour les politiques, car mieux vaut prévenir que guérir !

Différences d'intensité : on constate une montée en puissance juste avant les examens où les taux de recours atteignent leur maximum (Portugal, Ile Maurice par ex). Quand on ajoute les heures de soutien aux heures passées en classe, la journée scolaire est très longue, atteignant 9 à 10 heures, ceci constituant une sérieuse infraction à la durée normale

Différences de forme : le soutien scolaire peut prendre des formes très diverses qui évoluent avec le développement des nouvelles technologies. Les leçons sont en majorité dispensées en présentiel (cours particuliers ou en petit comité, voire même en amphithéâtre) mais certaines se font par téléphone, par le biais de la télévision ou de l'Internet.

Les dispensateurs du soutien scolaire sont de tous âges, allant des élèves du secondaire, à des étudiants ou des personnes retraitées souhaitant améliorer leurs revenus.

Enfin, si une part importante du soutien scolaire a toujours pris la forme d'une activité informelle, le secteur devient l'objet d'une structuration et d'une marchandisation accrues.

Pour répondre à la question: *Quelles politiques pour quel soutien scolaire privé ?* Marc Bray préconise de prendre en compte les remarques suivantes :

- Le soutien entièrement soumis aux lois du marché doit être considéré différemment de celui qui est encouragé par le gouvernement (comme en France ou aux Etats-Unis).
- Le soutien par Internet, éventuellement dispensé d'un autre pays, a des implications politiques très différentes de celui dispensé en présentiel par des entreprises agréées ayant pignon sur rue.
- Le soutien dispensé de façon plus ou moins obligatoire par des enseignants à des élèves qu'ils ont déjà en classe est très différent de celui que les parents ont recherché de leur propre initiative.
- Le soutien dispensé par des professionnels qualifiés est très différent de celui fourni par les élèves du secondaire ou des étudiants sans qualification.

- Le soutien dispensé en tête-à-tête est très différent de celui qui se déroule dans de grands amphithéâtres avec retransmission en vidéo pour des élèves en surnombre.

Manifestement, le soutien scolaire privé n'est ni une bonne ou une mauvaise chose en soi. Tout dépend des circonstances et de la façon dont il est dispensé. Est-il offert par des enseignants du système éducatif, des enseignants extérieurs ou des instituts privés? Les professeurs donnent-ils des cours de soutien à leurs propres élèves ou à d'autres élèves? Le soutien scolaire complète-t-il l'enseignement délivré par l'école officielle et le corrompt-il de différentes manières?

Conclusion : Grande diversité de l'échelle, de l'intensité et des formes du soutien scolaire. Cette diversité, conjuguée à la multiplicité des systèmes économiques, des cultures et d'autres variables, ne va pas faciliter non plus l'identification de l'impact social, économique et éducatif des cours particuliers. Cependant, il y a beaucoup à tirer d'une analyse comparative.

Impact économique, social et éducatif

Impact économique : dans certains pays, le soutien scolaire privé est une activité importante.

Exemples des montants consacrés par les ménages au soutien scolaire privé

République de Corée : 24 milliards de dollars EU, soit 2,8% du PIB (2006)

France : 2,21 milliards de dollars euros en 2006 avec un taux de croissance de 10% par an ;

Grèce : 1,1 milliard d'euros (2000), représentant plus que les dépenses du gouvernement dans l'éducation à ce niveau (enseignement secondaire) ;

Turquie : 2,9 milliards de dollars EU, soit 0,96% du PIB (2004) ;

Egypte : 18 millions de dollars EU, soit 1,6% du PIB (2002)

Revenus des professeurs donnant des cours particuliers : ont des répercussions économiques positives, permettent aux étudiants de poursuivre leurs études et d'acquérir des compétences qui contribuent au développement économique.

Mais certains attirent l'attention sur le danger que le soutien scolaire détourne des ressources qui pourraient être plus productives ; le cas le plus problématique étant celui où les enseignants du système éducatif normal s'investissent moins dans leur travail afin d'accroître la demande de leçons particulières.

Enfin, la *fiscalité* est aussi un aspect économique à prendre en compte, du fait que le soutien scolaire se fait en grande partie de manière informelle et échappe donc au fisc.

Impact social : le soutien scolaire maintient ou exacerbe les inégalités sociales du fait que ce sont les ménages à revenus élevés qui peuvent plus facilement y avoir recours.

Exception : le programme financé par l'Etat « No Child Left Behind » aux Etats-Unis, destiné aux enfants issus de familles à faibles revenus.

Pression familiale et espace social

Si en Corée du sud, ne pas avoir recours à des leçons particulières pour son enfant équivaut à être une mère folle ou pauvre, en France aussi où les familles sont moins nombreuses qu'autrefois et plus éclatées, l'inquiétude des parents est grande face à l'école qui ne répond pas à leur attente. Elles ont alors recours à des cours particuliers afin qu'ils bénéficient d'une attention plus individualisée. Avoir recours à des structures extérieures aide aussi davantage à « rétablir la paix » entre les parents et leurs enfants que l'école proprement dite.

Un autre aspect est celui de l'espace social qui est ainsi offert aux enfants qui viennent autant pour apprendre quelque chose que pour nouer des amitiés. Ceci est d'autant plus vrai dans des pays comme l'Egypte par exemple où la plupart des établissements secondaires ne sont pas mixtes.

L'écart entre filles et garçons

Si le taux de scolarisation est toujours plus élevé pour les garçons que pour les filles, dans de nombreux pays comme l'Inde ou la Turquie par exemple, et ceci pour des raisons culturelles et de stéréotypes, l'écart est bien moindre dans les centres de soutien privé. Cependant, en Corée ou au Kenya, donner de cours particuliers est plus considéré comme une nécessité pour les garçons et un luxe pour les filles...

D'autre part, il semble que le domaine du soutien scolaire est exclusivement réservé aux hommes dans beaucoup de pays comme le Cambodge où les femmes sont suroccupées par leurs responsabilités domestiques.

Zone rurale/urbaine

Le soutien scolaire est plus fréquent dans les villes pour des raisons évidentes liées au montant supérieur des ressources, à la densité de la population et à une plus grande compétitivité de l'environnement. En Inde par exemple, on a enregistré un écart de 35 points avec 29% d'élèves venant d'un milieu rural contre 64% provenant de milieux urbains.

Appartenance ethnique et race

Si au Vietnam ce sont les enfants de l'ethnie majoritaire qui prennent des cours particuliers, ce sont les élèves afro-américains et hispaniques qui sont ciblés avec succès aux Etats-Unis dans le cadre du programme *No Child Left Behind*.

Impact sur l'éducation : Si dans la majorité des contextes, le soutien scolaire privé conforte le système officiel, dans certains cas, il lui nuit. Les programmes de cours privés parrainés par les gouvernements et destinés aux élèves en difficulté sont une chose, et les cours privés entièrement soumis aux lois du marché en sont une autre.

Programmes parrainés par les gouvernements pour les élèves en difficulté

De tels programmes ont été lancés en Angleterre, en Australie, aux Etats-Unis, à Singapour et en Afrique du Sud. Il est encore trop tôt et aussi difficile de faire une estimation du fait dans certains cas d'un manque de suivi ou de monitoring de telles politiques.

Soutien scolaire soumis à la loi du marché

Dans certains cas, le soutien devient un substitut du système éducatif normal. En Turquie par ex ou dans certains pays en Europe orientale, il est courant de se faire « porter pale » avant les périodes d'examen pour prendre des cours privés. En Corée, où les enfants fréquentent parallèlement à l'école officielle des instituts de soutien très exigeants, ils n'arrivent pas à se concentrer et s'endorment en classe. Autre aspect non négligeable : la pédagogie des professeurs qui donnent des cours particuliers diffère de celle des professeurs d'école, ce qui ne favorise pas la cohérence des programmes. Et l'écart entre les niveaux au sein d'une classe est encore plus grand.

En revanche, cette forme de soutien améliore la capacité d'apprendre des élèves, permet un meilleur usage du temps scolaire pour les enfants livrés à eux-mêmes, et enfin permet un complément de revenus pour les enseignants.

Trois études de cas

La République de Corée, le pays de la « fièvre éducative »

Ce pays a une longue histoire de soutien scolaire privé à grande échelle et les différents gouvernements ont essayé diverses politiques avec, cependant, un succès limité.

Seth dit que l'éducation, dans ce pays, est une « obsession nationale ». Il est vrai qu'elle a été un instrument majeur d'évolution économique et sociale et le soutien scolaire, surtout depuis le milieu du XX^{ème} siècle, a joué un rôle important. En effet, une étude de 2007 a montré que jusqu'à **78,4% des élèves du secondaire** suivaient des cours privés et que le pourcentage atteignait même **88,2% au niveau du primaire**. En Corée le soutien prend différentes formes :

En 2007, 45,5% fréquentaient des instituts privés, 25,4% des leçons particulières, 10,4% utilisaient des fiches d'exercices fournies par des entreprises de soutien et 5% suivaient des cours en ligne.

Les dépenses totales des ménages s'élevaient à **24 milliards de dollars EU** en 2006, représentant **2,8% du PIB** et l'équivalent de **80% des dépenses du gouvernement pour l'éducation publique primaire et secondaire**.

On accuse l'éducation par le soutien complémentaire privé d'alourdir la charge économique pour les parents, d'exacerber les inégalités entre riches et pauvres, de dénaturer les programmes scolaires, de saper l'autorité des professeurs à l'école et de compromettre le développement harmonieux des élèves, En même temps, la demande de soutien est très forte et soutenue.

A la fin de la seconde guerre mondiale, le taux d'analphabétisme était élevé et le pays très pauvre. Quarante ans plus tard, en 1996, le Corée était capable de rejoindre l'OCDE. Le système éducatif, y compris l'importance accordée au soutien scolaire privé, y est pour beaucoup en raison de son « insistance sur l'autorité du professeur et sur l'esprit de compétition, nourri en partie par les examens d'entrée à l'école qui ont produit une main-d'œuvre disciplinée et une société prête à affronter la concurrence.

Prédominance des examens et tentative de réformes

Dans les années 1950, la mise en place d'examens d'entrée à l'école intermédiaire, à l'école secondaire et à l'université a constitué un tournant majeur. Certains établissements ont alors organisé des leçons payantes le soir et le week-end et les sessions de bachotage sont devenues une source de revenus substantielle pour les écoles et les professeurs. Mais les diverses tentatives de sanction et de suppression n'ont rien donné. Le gouvernement de Séoul est même allé jusqu'à remplacer l'examen d'entrée à l'école intermédiaire par un tirage au sort et à l'étendre au niveau du secondaire, mais sans grand succès et avec des effets qui ont été contraires aux résultats escomptés : **en 1997, les dépenses annuelles moyennes consacrées au soutien scolaire privé représentaient 12 à 16% du PIB, soit 3 à 4 fois plus qu'au Japon.**

« Tenter de régler les problèmes en interdisant les professeurs particuliers, c'est un peu comme essayer de supprimer le banditisme en réduisant l'ensemble de la population à la pauvreté. En Asie, où la concurrence ne cesse de s'intensifier, légiférer en faveur du plus petit dénominateur commun n'a aucun sens. »

La Corée a ensuite essayé de faire en sorte que les citoyens soient plus satisfaits de l'école publique, s'attaquant alors aux causes plutôt qu'aux symptômes et prenant le contre-pied des réformes antérieures. Mais le fait est là : rien n'est moins simple et le soutien scolaire privé a encore de beaux jours devant lui. L'investissement par la Corée de **milliards pour rendre Internet 10 fois plus rapide** et rendre les leçons disponibles en téléchargement en est une illustration supplémentaire. Aux pays des *forçats de l'école*, comme on les appelle, 8 élèves sur 10 rejoignent l'université et sont réputés être parmi les meilleurs au monde. Mais à quel prix ?

L'île Maurice : les problèmes liés au soutien scolaire privé sont reconnus depuis plus d'un siècle ! Un long passé d'initiatives... qui ne changent rien.

Les gouvernements successifs se sont attaqués tant aux causes qu'aux symptômes du soutien scolaire privé. Une étude confiée à l'université de Maurice a été portée au Parlement, suscitant un débat animé en 1988. Le gouvernement a même mobilisé les associations de parents et d'enseignants en 1994, puis a édité un « livre blanc » en 1997, interdisant notamment d'utiliser les locaux scolaires pour le soutien ; mais trop de controverses en son sein même ont ruiné ses efforts. Même opposition et inertie à l'encontre des ministres qui se sont ensuite succédés. Un projet de refonte, présenté en 2009, vise à faire en sorte que le soutien ne soit plus considéré comme une nécessité et soit autorisé uniquement à certains niveaux du primaire. Le système des *zones d'éducation prioritaires* a obtenu aussi quelques succès. Mais les réactions de l'opinion publique laissent présager que les objectifs ne seront pas plus faciles à atteindre qu'autrefois.

Dans le système éducatif mauricien, il y a toujours eu beaucoup de sélection et de compétition pour obtenir des places dans les meilleures écoles secondaires et ensuite obtenir des bourses de l'Etat pour faire des études à l'étranger.

De nos jours, le soutien scolaire privé est encore dicté par le fait que l'éducation est une **affaire de sélection**, reposant sur un programme scolaire surchargé et des **examens à enjeux très élevés**. La demande de soutien est si forte que les enseignants qui refusent d'en donner s'exposent à des problèmes. Et le **niveau bas des salaires** est un encouragement puissant à donner des cours particuliers qui permettent aux enseignants de doubler ou tripler leurs revenus.

Comparativement à la Corée, il est intéressant de noter qu'à l'île Maurice, les gouvernements ont eu à cœur d'impliquer les **parents**, ce pays étant très compact avec juste 1 million d'habitants. Mais comme en Asie, cette culture du soutien scolaire est profondément enracinée et pas facile à changer.

La France

Contrairement à la République de Corée et à l'île Maurice, le soutien scolaire est stimulé par des forces sociales et économiques, mais aussi par des initiatives gouvernementales, en particulier des incitations fiscales. Les pouvoirs publics cherchent à améliorer les résultats scolaires (en baisse selon PISA) tout en partageant la charge financière des parents.

Si le soutien scolaire privé existe depuis un siècle, il s'est considérablement modifié avec l'expansion et l'ouverture à tous du système éducatif.

D'après une étude exhaustive reprenant des données de 2003, le soutien scolaire concerne principalement les élèves du secondaire, s'intensifie aux niveaux supérieurs et concerne une matière particulière (les mathématiques surtout, devant la physique-chimie, l'anglais et le français). Mais **25%** d'entre eux sont de bons élèves pour lesquels le cours particulier s'inscrit dans une **stratégie**

d'excellence. Le rapport Melot de 2007 qualifie la croissance du marché d'explosive et ajoute : « En 2006, le soutien scolaire, alimenté par les craintes des parents face aux insuffisances du système scolaire et aussi (...) par un contexte fiscal extrêmement favorable, a enregistré une **croissance de plus de 15% pour la sixième année consécutive.** » Les pourcentages sont particulièrement **élevés à Paris où 75% des élèves des grands lycées parisiens suivent des cours particuliers.** En 2011, ce marché pèse désormais plus de **2 milliards d'euros.**

On distingue deux grandes catégories d'acteurs privés :

- les professeurs particuliers qui agissent à titre individuel
- les entreprises de soutien scolaire. Avec 100 000 inscrits, une entreprise comme *Academia* dispose de 97 agences en France et fait un chiffre d'affaires de **87 millions d'euros.** Les prestataires de services de soutien profitent des facteurs qui accroissent la tension et la compétition scolaire et la dégradation du secteur éducatif. Mais une grande partie du secteur fonctionne dans la clandestinité et le marché serait « fragmenté, volatil et opaque ».

La différence la plus importante entre le cas de la France et celui de la République de Corée et de l'Ile Maurice est **le rôle de la fiscalité:** avec le crédit d'impôt établi en 2004, l'heure de cours revient moitié moins cher. Il existe aussi, depuis les années 1980, des **systèmes publics d'aide aux devoirs** qui reposent sur 2000 associations et institutions publiques ou parapubliques. Le gouvernement a également débloqué **140 millions d'euros** pour développer le soutien scolaire au sein des établissements et rendre l'accompagnement accessible aux élèves de tous les groupes socio-économiques : aide aux devoirs et activités culturelles et sportives concernent désormais toutes les écoles primaires. De 20 000 élèves accueillis en 2004, ils sont 185 000 en 2010 à bénéficier de ces dispositifs. Organisés sur la base du volontariat, les élèves participants ne sont pas forcément toujours ceux qui en ont le plus besoin, regretteront certains.